

Artigo 25º

Salvo o disposto no artigo 24º, nenhuma reserva poderá ser formulada à presente Convenção.

Artigo 26º

A Organização Internacional de Aviação Civil comunicará a todos os Estados membros da Organização das Nações Unidas ou de qualquer dos organismos especializados:

- a) As assinaturas da presente Convenção e as datas em que tiveram lugar;
- b) O depósito dos instrumentos de ratificação ou de adesão e a data deste depósito;
- c) A data de entrada em vigor da presente Convenção de harmonia com o disposto no artigo 21º, nº 1;
- d) A recepção das comunicações de denúncia e a data em que foram recebidas, e
- e) A recepção das declarações ou notificações feitas nos termos do artigo 24º e a data em que foram recebidas.

Em fé do que os Plenipotenciários signatários, devidamente autorizados, assinaram esta Convenção.

Feita em Tóquio, aos 14 de Setembro de 1963, em três textos autênticos, redigidos em inglês, francês e espanhol.

A presente Convenção será depositada na Organização Internacional de Aviação Civil, onde ficará aberta à assinatura de harmonia com o disposto no artigo 19º, deverá aquela Organização enviar cópias legalizadas da mesma Convenção a todos os Estados membros da Organização das Nações Unidas ou de qualquer dos organismos especializados.

Lei nº 55/III/89

de 13 de Julho

Por mandato do Povo, a Assembleia Nacional Popular decreta, nos termos da alínea b) do artigo 58º da Constituição, o seguinte:

Artigo único: Nos termos do artigo 58º alínea h) da Constituição, é aceite a adesão à Convenção para a repressão da captura ilícita de aeronaves, adoptada em Haia, em 16 de Dezembro de 1970, cujo texto em francês e a respectiva tradução não oficial em português fazem parte integrante da presente lei, a que vêm anexos.

Aprovada em 12 de Junho de 1989

O Presidente da Assembleia Nacional Popular,
Abílio Augusto Monteiro Duarte.

Promulgada em 6 de Julho de 1989.

Publique-se.

O Presidente da República, **ARISTIDES MARIA PEREIRA.**

MONTREAL

ANNEXE X

Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile

Signée à Montréal le 23 septembre 1971

Les Etats Parties à la présente convention.

CONSIDÉRANT que les actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile compromettent la sécurité des personnes et des biens, gênent sérieusement l'exploitation des services aériens et minent la confiance des peuples du monde dans la sécurité de l'aviation civile,

CONSIDÉRANT que de tels actes préoccupent gravement,

CONSIDÉRANT que, dans le but de prévenir ces actes, il est urgent de prévoir des **SON CONVENUS** mesures appropriées en vue de la punir de leurs auteurs, **DES DISPOSITIONS SUIVANTES:**

Article 1er

1. Commet une infraction pénale toute personne qui illicitement et intentionnellement:

- a) accomplit un acte de violence à l'encontre d'une personne se trouvant à bord d'un aéronef en vol, si cet acte est de nature à compromettre la sécurité de cet aéronef;
- b) détruit un aéronef en service ou cause à un tel aéronef des dommages qui le rendent inapte au vol ou qui sont de nature à compromettre sa sécurité en vol;
- c) place ou fait placer sur un aéronef en service, par quelque moyen que ce soit, un dispositif ou des substances propres à détruire ledit aéronef ou à lui causer des dommages qui le rendent inapte au vol ou qui sont de nature à compromettre sa sécurité en vol;
- d) détruit ou endommage des installations ou services de navigation aérienne ou en perturbe le fonctionnement, si l'un de ces actes est de nature à compromettre la sécurité d'aéronefs en vol;
- e) communique une information qu'elle sait être fautive et, de ce fait compromet la sécurité d'un aéronef en vol.

2. Commet également une infraction pénale toute personne qui:

- a) tente de commettre l'une des infractions énumérées au paragraphe 1er du présent article;
- b) est le complice de la personne qui commet ou tente de commettre l'une de ces infractions.

Article 2

Aux fins de la présente convention:

- a) un aéronef est considéré comme étant en vol depuis le moment où, l'embarquement étant terminé, toutes ses portes extérieures ont été fermées jusqu'au moment où l'une de ces portes est ouverte en vue du débarquement; en cas d'atterrissage forcé, le vol est censé se poursuivre jusqu'à ce que l'autorité compétente prenne en charge l'aéronef ainsi que les personnes et biens à bord;

- b) un aéronef est considéré comme étant en service depuis le moment où le personnel au sol ou l'équipage commence à le préparer en vue d'un vol déterminé jusqu'à l'expiration d'un délai de vingt-quatre heures suivant tout atterrissage; la période de service s'étend en tout état de cause à la totalité du temps pendant lequel l'aéronef se trouve en vol au sens de l'alinéa a du présent paragraphe.

Article 3

Tout Etat contractant s'engage à réprimer de peines sévères les infractions énumérées à l'article 1er.

Droit aérien-aéronautique

Article 4

1. La présente convention ne s'applique pas aux aéronefs utilisés à des fins militaires, de douane ou de police.

2. Dans les cas visés aux alinéas a, b, c et e du paragraphe 1er de l'article 1er, la présente convention, qu'il s'agisse d'un aéronef en vol international ou d'un aéronef en vol intérieur, ne s'applique que:

- a) si le lieu réel ou prévu du décollage ou de l'atterrissage de l'aéronef est situé hors du territoire de l'Etat d'immatriculation de cet aéronef; ou
- b) si l'infraction est commise sur le territoire d'un Etat autre que l'Etat d'immatriculation de l'aéronef.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article, dans les cas visés aux alinéas a, b, c et e du paragraphe 1er de l'article 1er, la présente convention s'applique également si l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction est découvert sur le territoire d'un Etat autre que l'Etat d'immatriculation de l'aéronef.

4. En ce qui concerne les Etats visés à l'article 9et dans les cas prévus aux alinéas a, b, c et e du paragraphe 1er de l'article 1er, la présente convention ne s'applique pas si les lieux mentionnés à l'alinéa a du paragraphe 2 du présent article sont situés sur le territoire d'un seul des Etats visés à l'article 9e, à moins que l'infraction soit commise ou que l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction soit découvert sur le territoire d'un autre Etat.

5. Dans les cas visés à l'alinéa d du paragraphe 1er de l'article 1er, la présente convention ne s'applique que si les installations et services de navigation aérienne sont utilisés pour la navigation aérienne internationale.

6. Les dispositions des paragraphes 2, 3, 4 et 5 du présent article s'appliquent également dans les cas prévus au paragraphe 2 de l'article 1er.

Article 5

Tout Etat contractant prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions dans les cas suivants:

- a) si l'infraction est commise sur le territoire de cet Etat;
- b) si l'infraction est commise à l'encontre ou à bord d'un aéronef immatriculé dans cet Etat.

- c) si l'aéronef à bord duquel l'infraction est commise atterrit sur son territoire avec l'auteur présumé de l'infraction se trouvant encore à bord.

- d) si l'infraction est commise à l'encontre ou à bord d'un aéronef donné en location sans équipage à une personne qui a le siège principal de son exploitation ou, à défaut, sa résidence permanente dans ledit Etat.

2. Tout Etat contractant prend également les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions prévus aux alinéas a, b et c du paragraphe 1er de l'article 1er, ainsi qu'au paragraphe 2 du même article, pour autant que ce dernier paragraphe concerne lesdites infractions, dans le cas où l'auteur présumé de l'une d'elles se trouve sur son territoire et où ledit Etat ne l'extrade pas conformément à l'article 8 vers l'un des Etats visés au paragraphe 1er du présent article.

3. La présente convention n'écarte aucune compétence pénale exercée conformément aux lois nationales.

Article 6

1. S'il estime que les circonstances le justifient, tout Etat contractant sur le territoire duquel se trouve l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction assure la détention de cette personne ou prend toutes autres mesures nécessaires pour assurer sa présence. Cette détention et ces mesures doivent être conformes à la législation dudit Etat; elles ne peuvent être maintenues que pendant le délai nécessaire à l'engagement de poursuites pénales ou d'une procédure d'extradition.

2. Ledit Etat procède immédiatement à une enquête préliminaire en vue d'établir les faits.

3. Toute personne détenue en application du paragraphe 1er du présent article peut communiquer immédiatement avec le plus proche représentant qualifié de l'Etat dont elle a la nationalité; toutes facilités lui sont accordées à cette fin.

4. Lorsqu'un Etat a mis une personne en détention conformément aux dispositions du présent article, il avise immédiatement de cette détention, ainsi que des circonstances qui le justifient, les Etats mentionnés au paragraphe 1er de l'article 5, l'Etat dont la personne détenue a la nationalité et, s'il le juge opportun, tous autres Etats intéressés. L'Etat qui procède à l'enquête préliminaire visée au paragraphe 2 du présent article en communique rapidement les conclusions auxdits Etats et leur indique s'il entend exercer sa compétence.

Article 7

L'Etat contractant sur le territoire duquel l'auteur présumé de l'une des infractions est découvert, s'il n'extrade pas ce dernier, soumet l'affaire, sans aucune exception et que l'infraction ait ou non été commise sur son territoire à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute infraction de droit commun de caractère grave conformément aux lois de cet Etat.

Article 8

1. Les infractions sont de plein droit comprises comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre Etats contractants. Les Etats contractants s'engagent à comprendre les infractions comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.

2. Si un Etat contractant qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre Etat contractant avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il a la latitude de considérer la présente convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne les infractions. L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

3. Les Etats contractants qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent les infractions comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

4. Entre Etats contractants, les infractions sont considérées aux fins d'extradition comme ayant été commises tant au lieu de leur perpétration que sur le territoire des Etats tenus d'établir leur compétence en vertu des alinéas b, c et d du paragraphe 1er de l'article 5.

Article 9

Les Etats contractants qui constituent pour le transport aérien des organisations d'exploitation en commun ou des organismes internationaux d'exploitation qui exploitent des aéronefs faisant l'objet d'une immatriculation commune ou internationale désignent, pour chaque aéronef, suivant les modalités appropriées, l'Etat qui exerce la compétence et aura les attributions de l'Etat d'immatriculation aux fins de la présente convention. Ils aviseront de cette désignation l'Organisation de l'Aviation civile internationale, qui en informera tous les Etats Parties à la présente convention.

Article 10

1. Les Etats contractants s'engagent, conformément au droit international et national, à s'efforcer de prendre les mesures raisonnables en vue de prévenir les infractions visés à l'article 1er.

2. Lorsque le vol d'un aéronef a été retardé ou interrompu du fait de la perpétration de l'une des infractions prévues à l'article 1er, tout Etat contractant sur le territoire duquel se trouvent l'aéronef, les passagers ou l'équipage facilite aux passagers et à l'équipage la poursuite de leur voyage aussitôt que possible. Il restitue sans retard l'aéronef et sa cargaison à ceux qui ont le droit de les détenir.

Article 11

1. Les Etats contractants s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relative aux infractions. Dans tous les cas, la loi applicable pour l'exécution d'une demande d'entraide est celle de l'Etat requis.

2. Toutefois, les dispositions du paragraphe 1er du présent article n'affectent pas les obligations découlant des dispositions de tout autre traité de caractère bilatéral ou multilatéral qui régit ou régira, en tout ou en partie, le domaine de l'entraide judiciaire en matière pénale.

Droit aérien-aéronautique

Article 12

Tout Etat contractant qui a lieu de croire que l'une des infractions prévues à l'article 1er sera commise fournit, en conformité avec les dispositions de sa législation nationale, tous renseignements utiles en sa possession aux Etats qui à son avis seraient les Etats visés au paragraphe 1er de l'article 5.

Article 13

Tout Etat contractant communique aussi rapidement que possible au Conseil de l'Organisation de l'Aviation civile internationale, en conformité avec les dispositions de sa législation nationale, tous renseignements utiles en sa possession relatifs:

- a) aux circonstances de l'infraction;
- b) aux mesures prises en application du paragraphe 2 de l'article 10;
- c) aux mesures prises à l'égard de l'auteur ou de l'auteur présumé de l'infraction et notamment au résultat de toute procédure d'extradition ou de toute autre procédure judiciaire.

Article 14

1. Tout différend entre des Etats contractants concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention qui ne peut pas être réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les Parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. Chaque Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente convention ou y adhérera déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe précédent. Les autres Etats contractants ne seront pas liés par lesdites dispositions envers tout Etat contractant qui aura formulé une telle réserve.

3. Tout Etat contractant qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe précédent pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée aux gouvernements dépositaires.

Article 15

1. La présente convention sera ouverte le 23 septembre 1971 à Montréal à la signature des Etats participant à «la Conférence internationale de droit aérien tenue à Montréal» du 8 au 23 septembre 1971, (ci-après dénommée «la Conférence de Montréal»). Après le 10 octobre 1971, elle sera ouverte à la signature de toutes les Etats à Washington, à Londres et à Moscou. Tout Etat qui n'aura pas signé la convention avant qu'elle soit entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article pourra y adhérer à tout moment.

2. La présente convention est soumise à la ratification des Etats signataires. Les instruments de ratification ainsi que les instruments d'adhésion seront déposés auprès des gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, qui sont désignés par les présentes comme gouvernements dépositaires.

3. La présente convention entrera en vigueur à la date du dépôt des instruments de ratification de dix Etats signataires qui ont participé à la Conférence de Montréal.

4. Pour les autres Etats, la présente convention entrera en vigueur à la date de son entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article ou trente jours après la date du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion, si cette seconde date est postérieure à la première.

5. Les gouvernements dépositaires informeront rapidement tous les Etats qui signeront la présent convention ou y adhéreront de la date chaque signature, de la date du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion de la date d'entrée en vigueur de la présent convention ainsi que toutes autres communications.

6. Dès son entrée en vigueur, la présente convention sera enregistrée par les gouvernements dépositaires conformément aux dispositons de l'article 102 de la Charte des Nations Unies et conformément aux dispositions de l'article 83 de la Convention relative à l'Aviation civile internationale (Chicago, 1944).

Artigo 16

1. Tout Etat contractant peut dénoncer la présent convention par voie de notification écritee adressée aux gouvernements dépositaires.

2. La dénonciation pendra effet six mois après la date à laquelle la notification aura été reçue par les gouvernements dépositaires.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentaires soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente convention.

FAIT à Montréal, le vingt-troisième jour du mois de septembre de l'an mil neuf cent soixant te onze, en trois exemplaires originaux comprenant chacun quatre textes authentiques rédigés dans les langues française, anglaise, espagnole et russe.

CONVENÇÃO PARA A REPRESSÃO DE ACTOS ILÍCITOS CONTRA A SEGURANÇA DA AVIAÇÃO CIVIL

Os Estados Partes na presente Convenção,

Considerando que os actos ilícitos contra a segurança da aviação civil põem em perigo a segurança das pessoas e dos bens, afectam gravemente a exploração dos serviços aéreos e abalam a confiança dos povos do Mundo na segurança da aviação civil;

Considerando que a prática de tais actos os preocupa gravemente; e

Considerando que com vista a prevenir tais actos, é urgente prever as medidas adequadas para punir os seus autores; chegaram a acordo quanto às seguintes disposições:

Artigo 1º

1. Comete uma infracção penal quem ilícita e intencional:

- a) Pratique contra uma pessoa um acto de violência a bordo de uma aeronave em vôo susceptível de pôr em perigo a segurança da aeronave; ou
- b) Destrua uma aeronave em serviço ou lhe cause danos que a tornam incapaz para o vôo ou que, por sua natureza, constituam um perigo para a segurança da aeronave em vôo; ou
- c) Coloque ou faça colocar numa aeronave em serviço, por qualquer modo, um engenho ou substância capaz de destruir aquela aeronave, ou de lhe cuasar danos que a tornam incapaz para o vôo, ou que por sua natureza, constituam um perigo para a segurança da aeronave em vôo; ou

d) Destrua ou cause danos às instalações ou serviços da navegação aérea ou perturbe o seu funcionamento, se tais actos, por sua natureza, constituam um perigo para a segurança das aeronaves em vôo;

e) Comunique informações de que tenha conhecimento que são falsas, pondo assim em perigo a segurança de uma aeronave em vôo.

2. Igualmente comete uma infracção penal quem:

- a) Tente cometer qualquer das infracções penais mencionadas no nº 1 do presente artigo; ou
- b) Seja cúmplice de uma pessoa que comete ou tenta cometer qualquer das referidas infracções penais.

Artigo 2º

Para os fins da presente Convenção:

a) Uma aeronave é considerada como estando em vôo a partir do momento em que, terminado o embarque, tenham sido fechadas todas as portas exteriores até ao momento em que uma dessas portas seja aberta para o desembarque. Em caso de aterragem forçada, o vôo é considerado como estando a decorrer até que as autoridades competentes se responsabilizem pela aeronave, bem como pelas pessoas e bens a bordo.

b) Uma aeronave é considerada como estando em serviço a partir do momento em que o pessoal de terra ou a tripulação começa as operações preparatórias para um determinado vôo até vinte quatro horas após qualquer aterragem; o período de serviço abrangerá em qualquer caso todo o tempo durante o qual a aeronave se encontra em vôo, tal como definido na alínea a) do presente artigo.

Artigo 3º

Cada Estado Contratante se obriga a estabelecer penas severas às infracções penais mencionadas no artigo 1º

Artigo 4º

1. A presente Convenção não será aplicável às aeronaves utilizadas para fins militares, fiscais ou de policia.

2. Nos casos previstos nas alíneas a), b), c) e d) do nº 1 do artigo 1º, a presente Convenção será apenas aplicada, quer se trate de uma aeronave em vôo internacional, quer em vôo interno, se

- a) O lugar, real ou previsto, de deslocação ou aterragem da aeronave se situa fora do território do Estado em que a mesma se encontra matriculada; ou
- b) A infracção penal é praticada no território de um Estado de matrícula da aeronave.

3. Não obstante as disposições do nº 2 da presente Convenção nos casos contemplados nas alíneas a) b), c) e e) do nº 1 do artigo 1º, a presente Convenção será também aplicada se o autor ou o presumível autor das infracções penais se encontrar no território de um Estado que não seja o Estado de matrícula da aeronave.

4. Não se aplicará a presente Convenção em relação aos Estados mencionados no artigo 9º, nos casos contemplados nas alíneas a), b), c) e e) do nº 1 do artigo 1º, se os lugares previstos na alínea a) do nº 2 deste artigo estiveram situados dentro do território de um só dos Estados mencionados no artigo 9º, a menos que a infracção penal tenha sido praticada ou o autor ou o presumível autor da infracção seja encontrado no território de um outro Estado.

5. Nos casos previstos na alínea d) do nº 1 do artigo 1º a presente Convenção será apenas aplicada se as instalações e serviços de navegação aérea são utilizados para a navegação aérea internacional.

6. As disposições dos nºs 2, 3, 4 e 5 do presente artigo serão também aplicáveis nos casos previstos no nº 2 do artigo 1º.

Artigo 5º

1. Cada Estado Contratante tomará as medidas necessárias para determinar a sua jurisdição sobre as infracções penais nos seguintes casos:

- a) Quando a infracção penal é cometida no território desse Estado;
- b) Quando a infracção penal é cometida contra ou a bordo de uma aeronave matriculada nesse Estado;
- c) Quando a aeronave a bordo da qual a infracção penal é cometida aterra no território desse Estado com o presumível autor da infracção penal ainda a bordo;
- d) Quando a infracção penal é cometida contra ou a bordo de uma aeronave alugada, sem tripulação, a uma pessoa que nesse Estado tenha a principal sede da sua exploração ou, na sua falta, a sua residência permanente.

2. Cada Estado Contratante tomará também as medidas necessárias para determinar a sua jurisdição sobre as infracções penais previstas nas alíneas a), b) e c) do nº 1 do artigo 1º bem como no nº 2 do mesmo artigo na medida em que este número se refere às infracções penais previstas nas mencionadas alíneas, quando o presumível autor se encontrar no seu território e o dito Estado não o estradita em conformidade com o artigo 8º para qualquer dos Estados mencionados no nº 1 do presente artigo.

3. Esta Convenção não exclui nenhuma jurisdição penal exercida de acordo com as leis nacionais.

Artigo 6º

1. Todo o Estado Contratante em cujo território se encontre o autor ou o presumível autor da infracção penal, se considerar que as circunstâncias o justificam, procederá à sua detenção ou tomará outras medidas necessárias para assegurar a sua presença. A detenção e as outras medidas deverão ser em conformidade com as leis desse Estado, mas durarão apenas o período de tempo necessário para se instaurar um processo penal ou de extradição.

2. Esse Estado procederá imediatamente a uma investigação preliminar com vista a determinar os factos.

3. Qualquer pessoa detida de acordo com o nº 1 do presente artigo poderá entrar imediatamente em contacto com o mais próximo representante do Estado de que é nacional, devendo ser-lhe, para esse efeito, concedidas as necessárias facilidades.

4. Quando num Estado nos termos do presente artigo detém uma pessoa, deverá notificar imediatamente de tal detenção e das circunstâncias que a justificam os Estados mencionados no nº 1 do artigo 5º o Estado de que a pessoa detida é nacional e se o considerar conveniente quaisquer outros Estados interessados. O Estado que proceda à investigação preliminar prevista no nº 2 do presente artigo comunicará sem demora os resultados da averiguações aos mencionados Estados e indicará se tenciona exercer a sua jurisdição.

Artigo 7º

O Estado Contratante em cujo território o presumível autor da infracção penal é encontrado, se não proceder à extradição do mesmo, submeterá o caso, sem qualquer excepção, tenha ou não a infracção penal sido cometida no seu território, às suas autoridades competentes para efeitos da instauração de uma acção penal. Essas autoridades tomarão a sua decisão em idênticas condições aplicáveis aos crimes comuns de carácter grave, de harmonia com a legislação do Estado em causa.

Artigo 8º

1. As infracções penais serão consideradas como sendo extradição em qualquer tratado da extradição existente entre os Estados Contratantes. Os Estados Contratantes comprometem-se a incluir as infracções penais como casos de extradição em qualquer tratado de extradição a concluir entre eles.

2. Se um Estado Contratante, que subordine a extradição à existência de um tratado, receber um pedido da extradição de outro Estado Contratante com o qual celebrou um tratado de extradição, poderá discricionariamente considerar a presente Convenção como base jurídica necessária para a extradição referente às infracções penais. A extradição ficará sujeita às outras condições exigidas pelo direito do Estado requerido.

3. Os Estados Contratantes que não subordinam a extradição à existência de um tratado, reconhecerão entre eles as infracções penais como casos de extradição, ficando sujeitos às condições exigidas pelo direito do Estado requerido.

4. Cada uma das infracções penais será considerada para os fins de extradição entre os Estados Contratantes como tendo sido cometida não só no local onde foi perpetrada, mas também nos territórios dos Estados que tiverem de estabelecer a sua jurisdição nos termos das alíneas b), c) e d) do nº 1 do artigo 5º.

Artigo 9º

Os Estados Contratantes que constituam organizações de exploração em comum de transporte aéreo ou organismos internacionais de exploração que utilizem aeronaves sujeitas a uma matrícula comum ou internacional, designarão, por meios adequados e em relação a cada aeronave, o estado que entre eles exercerá a jurisdição e terá as atribuições do estado de matrícula de acordo com a presente Convenção e o comunicará à Organização da Aviação Civil internacional que o notificará a todos os Estados Partes na presente Convenção.

Artigo 10º

1. Os Estados Contratantes procurarão tomar, em conformidade com o direito internacional e interno, todas as medidas que forem tidas por convenientes com vista a prevenir as infracções penais mencionadas no artigo 1º.

2. Quando em consequência da prática de uma das infracções penais mencionadas no artigo 1º, um vôo se atrase ou interrompe, qualquer Estado Contratante em cujo território se encontram a aeronave, os passageiros ou a tripulação facilitará a continuação da viagem dos passageiros e da tripulação logo que possível e restituirá, sem demora, a aeronave e a sua carga aos seus legítimos possuidores.

Artigo 11º

1. Os Estados Contratantes prestarão entre si a maior assistência possível no que se refere aos processos criminais relativos às infracções penais. A lei do Estado requerido será aplicável em todos os casos.

2. As disposições do nº 1 do presente artigo não prejudicarão as obrigações decorrentes de qualquer outro tratado bilateral ou multilateral, que regula ou venha regular no todo ou em parte, a assistência mútua em matéria criminal.

Artigo 12º

Qualquer Estado Contratante que tenha motivos para crer que será cometida uma das infracções penais referidas no artigo 1º fornecerá, de acordo com a sua lei nacional todas as informações pertinentes de que disponha aos demais Estados que, em sua opinião, seja um dos mencionados no parágrafo 1º do artigo 5º.

Artigo 13º

Cada Estado Contratante notificará, com a maior brevidade, o Conselho da Organização da Aviação Civil Internacional, de conformidade com a sua lei nacional todas as informações pertinentes que tenha em seu poder, referentes à:

- a) circunstâncias da infracção;
- b) medidas tomadas de acordo com o parágrafo 2º do artigo 10º;
- c) medidas tomadas em relação ao delinquente ou ao presumível delinquente e, especialmente, ao resultado de todo o procedimento de extradição ou outro procedimento judicial.

Artigo 14º

1. Qualquer controvérsia entre dois ou mais Estados Contratantes, relativa à interpretação ou à aplicação da presente Convenção, que não puder ser solucionada por negociação, será mediante solicitação de um deles, submetida à arbitragem. Se, no prazo de seis meses a contar da data do pedido de arbitragem, as Partes não tiverem chegado a um acordo sobre a organização da mesma, qualquer uma delas poderá submeter a controvérsia à Corte Internacional de Justiça nos termos do Estatuto da Corte.

2. Cada Estado poderá, no momento da assinatura ou da ratificação da presente Convenção ou da adesão à mesma, declarar que não se considera obrigado pelo parágrafo anterior. Os demais Estados Contratantes não estão obrigados pelo parágrafo anterior em relação a qualquer Estado Contratante que haja feito tal reserva.

3. Qualquer Estado Contratante que tiver feito reserva nos termos do parágrafo anterior poderá a qualquer tempo retirá-la por meio de notificação aos Governos Depositários.

Artigo 15º

A presente Convenção será aberta à assinatura em Montreal, em 25 de Setembro de 1971, pelos Estados que participaram da Conferência Internacional sobre Direito Aéreo, realizada em Montreal, de 8 a 23 de Setembro de 1971, (doravante denominada a Conferência de Montreal).

Depois de 10 de Outubro de 1971, a Convenção estará aberta a todos os Estados, para assinatura, em Moscovo, Londres e Washington. Qualquer Estado que não assinar a presente Convenção antes da sua entrada em vigor, em conformidade com o parágrafo 3º deste artigo, poderá aderir à mesma a qualquer tempo.

2. A presente Convenção será sujeita à ratificação pelos Estados signatários. Os instrumentos de ratificação ou adesão serão depositados junto aos Governos da União das Repúblicas Socialistas Soviéticas, do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte e dos Estados Unidos da América, que são aqui designados Governos Depositários.

3. A presente Convenção entrará em vigor trinta dias após a data do depósito dos instrumentos de ratificação de dez Estados signatários da presente Convenção que tenham participado da Convenção de Montreal.

4. Para os demais Estados, a presente Convenção entrará em vigor na data da entrada em vigor da mesma, nos termos do parágrafo 3º do presente artigo, ou trinta dias após a data do depósito dos instrumentos de ratificação ou adesão, se esta data for posterior à primeira.

5. Os Governos Depositários informarão imediatamente todos os Estados signatários e que tenham aderido à presente Convenção da data de cada assinatura, da data do depósito de cada instrumento de ratificação ou adesão, da data da entrada em vigor da Convenção e de qualquer outra notificação.

6. Tão logo a presente Convenção entre em vigor ela será registada pelos Governos Depositários, em conformidade com o artigo 102º da Carta das Nações Unidas e em conformidade com o artigo 83º da Convenção sobre Aviação Civil Internacional (Chicago, 1944).

Artigo 16º

1. Qualquer Estado Contratante poderá denunciar a presente Convenção, mediante notificação escrita aos Governos Depositários.

2. A denúncia produzirá seus efeitos seis meses após a data em que a notificação for recebida pelos Governos Depositários.

Em testemunho do que os Plenipotenciários abaixo assinados, devidamente autorizados pelos seus Governos, assinaram a presente Convenção.

Feita em Montreal, aos vinte e um dias de Setembro de mil novecentos e setenta e um, em três originais, cada um em quatro textos autênticos, nos idiomas inglês, francês, russo e espanhol.

Lei nº 56/III/89

de 13 de Julho

Por mandato de Povo, a Assembleia Nacional Popular decreta, nos termos da alínea b) do artigo 58º da Constituição, o seguinte: